

**M. Friesen:** Madame le Président, je me demande si le ministre ne suit pas le calendrier grégorien. La conférence devait avoir lieu l'automne dernier et les élections se tiennent ce printemps; il y a donc un écart de six mois entre les deux. Je cite un passage du discours du trône dans lequel le gouvernement promet aussi de «s'employer dès aujourd'hui», je souligne les mots «dès aujourd'hui»:

... à rechercher les meilleurs moyens d'assurer la flexibilité, la transférabilité et la sûreté des régimes de pension publics et privés. Pour amorcer la réflexion, le gouvernement publiera sous peu une importante étude sur le système canadien de pension.

Je voudrais savoir où en est cette étude et quand les résultats seront publiés.

[Français]

**Mme Bégin:** Madame le Président, franchement, c'est presque un cadeau de se faire poser d'aussi belles questions, parce que cela nous permet de donner des réponses qu'on appelle politiques.

[Traduction]

Le député ne semble pas avoir trouvé au bureau de recherches de son parti un exemplaire du rapport Lazar, document que nous avons supplié les conservateurs de publier lorsqu'ils ont formé le gouvernement. La traduction vers le français leur avait causé des problèmes. Le rapport n'a été publié que lorsque nous avons repris le pouvoir. Il y a déjà des mois de cela. Si les conservateurs avaient eu le bon sens d'admettre que les pensions constituent une des principales préoccupations des Canadiens qui pensent à leur avenir et à leurs enfants, ils auraient nommé un critique en matière de pensions et auraient demandé à un délégué de m'accompagner en Europe lorsque je suis allée étudier les régimes de pension qui sont en vigueur là-bas.

\* \* \*

## L'ENVIRONNEMENT

### LES ENTRETIENS PRÉVUS AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS AU SUJET DU PROJET DE DÉRIVATION GARRISON

**M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le président Reagan des États-Unis doit venir en visite à Ottawa au début de mars. Le premier ministre a-t-il l'intention d'en profiter pour demander au nouveau gouvernement américain de s'engager de façon claire et sans équivoque à ne pas allouer de nouveaux fonds au projet de dérivation Garrison tant qu'on n'aura pas apaisé les inquiétudes que soulèvent au Canada les risques de transferts biotiques d'un bassin à l'autre et d'altération de la qualité de l'eau?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, j'ai déjà traité de cette question. Je rappellerai à la Chambre que j'en avais parlé lors de ma toute première rencontre avec l'ex-président, M. Carter, et qu'il nous avait assurés qu'en ce qui concernait son gouvernement, il était très

## Questions orales

conscient et très respectueux des préoccupations canadiennes à cet égard. J'ai l'intention de faire les mêmes instances auprès du président Reagan.

**M. Sargeant:** Espérons, madame le Président, que le nouveau président aura plus d'influence que son prédécesseur sur le comité sénatorial américain des affectations de fonds.

### LES AUDIENCES DES SOUS-COMITÉS DU CONGRÈS AMÉRICAIN

**M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En avril prochain, le sous-comité des crédits pour le développement des ressources énergétiques et hydrauliques du Congrès américain tiendra les audiences pour entendre ceux qui s'opposent au projet de dérivation Garrison. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a-t-il l'intention d'y comparaître afin d'exposer les craintes que ce projet inspire au Canada ou, en cas d'empêchement, serait-il disposé à y envoyer une délégation composée de députés de tous les partis?

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, je crois qu'il ne serait pas de mise que je compare devant un comité américain. Je tiendrai toutefois dûment compte des instances du député quant aux mesures à prendre à cet égard.

\* \* \*

## LES DÉSASTRES

### LOCKEPORT (N.-É.)—L'AIDE À LA RECONSTRUCTION DE L'USINE DÉTRUITE PAR UN INCENDIE

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Madame le Président, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Le 13 janvier, j'ai posé une question au vice-premier ministre au sujet du désastreux incendie qui a entraîné la mise à pied de 305 personnes à Lockeport, en Nouvelle-Écosse. Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale a répondu qu'une proposition serait présentée au conseil consultatif du ministère dans les prochaines semaines. En l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale, je vais poser ma question au premier ministre. Étant donné qu'il s'est écoulé plus d'un mois depuis, je voudrais savoir si le conseil consultatif a fini d'examiner la proposition de la compagnie, laquelle, je le répète, a été présentée il y a plus d'un mois. Pourrait-il faire d'aujourd'hui un jour d'anniversaire pour la ville de Lockeport en annonçant la reconstruction de l'usine?

● (1450)

**M. Russell MacLellan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, le conseil consultatif a fait une recommandation à ce sujet. Le ministère concerné en Nouvelle-Écosse a soumis sa proposition au ministre et celui-ci annoncera sa décision dans quelques jours.